

L'Ile-de-France, place forte de l'opposition

Dans le plateau gauche de la balance : Dourdan ; dans le plateau droit : Suresnes, Nemours, Pavillons-sous-Bois, Chelles, Rosny-sous-Bois, Joinville-le-Pont... Cinquante-quatre communes en tout - en ne retenant que les villes de plus de trois mille cinq cents habitants. En Ile-de-France, les électeurs ont tranché sans contestation possible, plus nettement encore que dans le reste du pays.

De tout temps, Paris a amplifié les mouvements politiques nationaux ; aujourd'hui, toute la région qui l'entoure adopte cette attitude. Les modes de vie et de pensée des Parisiens sont devenus ceux des banlieusards ; quand l'évolution de la vie familiale oblige à déménager, on passe facilement d'une commune à une autre. Finalement, l'habitant de la région parisienne est peu attaché à sa commune ; ses votes municipaux sont donc particulièrement influencés par ses choix de politique nationale. Il est significatif que la seule commune que le P.S. a pu gagner sur la droite (Dourdan) comme celle qu'il a sauvée au deuxième tour alors que la droite l'avait devancé largement au premier (Meaux) sont aux franges de l'Ile-de-France, là où elle ressemble plus à la province qu'à la banlieue. Dans un tel contexte, la fameuse « prime au sortant » joue ici moins fortement qu'ailleurs.

Le déclin du parti communiste autour de Paris est particulièrement sensible, tout simplement parce que c'était là qu'il était le plus fort. Mais ce sont surtout des communes qu'il avait conquises depuis douze ans qu'il perd. A l'exception de Montfermeil, ses vieux fiefs ont résisté.

Son avance y était suffisamment forte pour qu'il puisse supporter une érosion de ses voix ; mais le P.C. verra dans ses résultats une raison de redoubler ses critiques contre la DATAR et sa politique de désindustrialisation de la région parisienne ; c'est son électorat « naturel » qui ainsi s'évanouit.

Pour la gauche, cette évolution est inquiétante, car le P.S. n'a pas su capter cet électorat perdu par le P.C. Ainsi les deux communes où les communistes, bien que détenant la mairie, avaient laissé la tête de la liste d'union de la gauche à un socialiste sont passées à droite, de même que deux sur quatre (Dammarié-les-Lys et Villeparisis) où les socialistes avaient devancé les communistes au premier tour. Dans les deux autres (Magny-les-Hameaux et Guyancourt), certes il a pris la mairie, mais cette victoire dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines ne compense pas ses déconvenues dans ces nouveaux lieux d'urbanisation. La perte de Maurepas est pour lui particulièrement inquiétante. Si elle ne l'empêchera pas de prendre au P.C. la présidence du syndicat communautaire qui gère Saint-Quentin, elle montre que, contrairement à ce qu'il espérait, les habitants des cités neuves ne lui sont pas définitivement acquis.

Le P.S. perd même des communes de vieille implantation socialiste. A Pavillons-sous-Bois et à Saint-Gratien, les conflits au sein même des sections du parti ont sûrement joué un grand rôle. A Suresnes, l'explication est autre : le temps consacré par M. Robert Pontillon à ses

activités de conseiller du premier ministre et à ses voyages à l'étranger l'a certainement empêché d'être assez présent dans sa ville. Surtout, l'évolution urbanistique des villes de l'Ouest parisien n'est guère favorable à la gauche. Les responsables du P.S. le savaient, mais ils ne pensaient pas que les conséquences en arriveraient si vite.

Nul doute que cela va les amener à demander à leurs maires encore en place de mieux surveiller les projets de construction dans les cités. En attendant, ils n'ont plus que deux maires dans les Hauts-de-Seine, alors qu'ils y ont deux députés et un sénateur. Les élus nationaux du P.S. n'ont pas réussi à asseoir leur influence locale. Cela pourrait les rendre accueillants à une modification du système électoral de l'Assemblée nationale.

La droite, pour sa part, va se sentir renforcée. Déjà, elle avait fait du conseil régional et des cinq conseils généraux qu'elle dirige (Yvelines, Seine-et-Marne, Val-d'Oise, Essonne, Hauts-de-Seine) des bastions de reconquête du pouvoir. Mais elle savait que dans le Val-d'Oise et l'Essonne, si elle était majoritaire à l'assemblée départementale, elle était minoritaire dans le département. Les résultats des 6 et 13 mars n'ont pu que la conforter, comme ils lui permettent de voir venir avec optimisme les futures élections régionales. Ce n'est pas seulement Paris qui est devenue une place forte de l'opposition, mais c'est toute sa région.

THIERRY BRÉHIER.

DÉPARTEMENTS	COMMUNES AVANT MARS 1983				Perdus par le P.C.		Perdus par P.S.+M.R.G.	Perdus par opp.	COMMUNES APRES MARS 1983			
	P.C.	P.S.	M.R.G. + div. g.	opp.	gagnées par le P.S.	gagnées par opp.	gagnées par opp.	gagnées par le P.S.	P.C.	P.S.	M.R.G. + div. g.	opp.
Seine-Saint-Denis	27	7		6		4	2		23	5		12
Val-de-Marne	17	7	1	22		1			16	7	1	23
Hauts-de-Seine	10	3		23		3	1		7	2		27
Total petite couronne	54	17	1	51		8	3		46	14	1	62
Yvelines (+ 3500 h.)	18	13	3	41	2	6	9		10	7	2	56
Val-d'Oise (+ 3500 h.)	15	9	2	28		4	3		11	6	2	35
Essonne (+ 3500 h.)	21	15		28		6	5	1	15	11		38
Seine-et-Marne (+ 3500 h.)	11	16	1	21		7	4		4	12	1	32
Total grande couronne (+ 3500 h.)	65	53	6	118	2	23	21	1	40	36	5	161
TOTAL ILE-DE-FRANCE	119	70	7	169	2	31	24	1	86	50	6	223